



COMMUNIQUE DE PRESSE

Spécial « Relance économique : Priorités et mesures d'accompagnement »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière publication mensuelle « Maroc Conjoncture » n° 335. Il s'agit d'un spécial portant sur la relance économique : Priorités et mesures d'accompagnement, dont voici les principaux axes :

Perspectives de l'Economie Mondiale : Une reprise lente et difficile

Plus d'un an après le début de la pandémie, les perspectives mondiales restent très incertaines. Les nouvelles mutations du virus et le bilan humain de plus en plus lourd sont préoccupants, même si l'amélioration de la couverture vaccinale suscite l'optimisme. La reprise économique est inégale selon les pays et les secteurs, les perturbations et l'ampleur des mesures de soutien induites par la pandémie ayant varié.

Selon les perspectives du FMI, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6 % en 2021, et se modérer à 4,4 % en 2022, après une contraction d'environ 3,3 % en 2020.

Au Maroc, l'accès aux vaccins devrait favoriser la confiance et la reprise de l'activité, tandis que les sous-performances du tourisme et du secteur des services en général constituent un facteur de baisse des perspectives économiques.

La Relance Post-Pandémie : Soutien aux PME-PMI et appui à la dynamique d'investissement

Dans un contexte économique particulièrement contraignant avec la persistance de la crise sanitaire et ses effets déstabilisateurs, les programmes de soutien à l'activité engagés dans l'urgence peinent à produire les résultats escomptés que ce soit au plan de la croissance, de l'emploi ou du progrès social. Plus d'une année après le déclenchement de la pandémie et après de multiples efforts pour en atténuer les effets tant au plan économique que social, le cycle d'activité, bien que résilient, ne donne pas encore les signes d'une inflexion de tendance suffisamment vigoureuse. Cette situation rend nécessaire la consolidation des programmes de soutien aux PME à travers la facilitation de l'accès au financement mais aussi l'amélioration de l'environnement compétitif. Elle rend également nécessaire l'intensification de l'effort d'investissement pour la transformation structurelle et la modernisation de l'économie.

Les Secteurs de l'Economie Marocaine : Entre effondrements et résiliences

Selon les recommandations de l'OCDE, la relance économique doit être envisagée comme une "reconstruction en mieux", au sens où l'on se doit d'outrepasser les erreurs antérieures, particulièrement au sujet de l'environnement. L'organisme met en garde contre des préjudices économiques et sociaux, autrement plus importants que ceux provoqués par le Covid—19, en faisant référence, notamment, au changement climatique et à la dégradation de la biodiversité. Aussi et au-delà de la nécessité de redresser l'économie et de regénérer les sources de revenus des populations, la priorité doit être donnée à l'exigence de consolider la résilience des nations, dans une meilleure prise en charge des chocs à venir qu'ils soient de nature sanitaire ou environnementale. Si l'on est tenu de trouver une vertu à la pandémie ; il est probable qu'elle sera contenue dans la contingence d'avoir permis une mise à nu des imperfections de la densification effrénée des échanges internationaux, vigoureusement animés par des batailles de compétitivité sans merci.

Politique nationale de l'environnement des affaires : Un repositionnement au niveau international

Selon une approche participative, dans un partenariat associant l'État au milieu des affaires et en s'appuyant sur une assistance technique internationale, le Maroc se prépare à mettre en œuvre une politique nationale pour l'amélioration de l'environnement des affaires, portant sur la période 2021-2025. Les travaux d'élaboration de ce chantier sont entrepris, sous la coordination du comité national de l'environnement des affaires (CNEA), avec le souci de mettre à profit les opportunités, en rapport avec le sujet, révélées à l'issue de la crise pandémique coronarienne. Il s'agit de combler, ainsi, les vides juridiques et de procédures pour accélérer la digitalisation et mieux encadrer le télétravail notamment. La réflexion est engagée autour des aspects de réformes à compléter, à reconsidérer voire à introduire comme nouvelles pour réduire les coûts, optimiser les délais, multiplier les guichets uniques, favoriser la dématérialisation... et plus généralement, réunir les conditions pour une entrée de plain-pied dans la modernisation des rapports régissant la compétitivité.

Tourisme : Un secteur en difficulté

Le tourisme est un secteur économique important dans de nombreux pays. La récente pandémie du COVID-19 a provoqué un choc brutal dans ce secteur. L'économie du tourisme a été mise à mal. Les restrictions imposées pour contenir la propagation de ce virus ont plongé ce secteur dans une crise profonde. La baisse de l'activité du tourisme international a été évaluée entre 60% et 80%. Les arrivées internationales ayant chuté de 74 % selon les dernières données de l'Organisation mondiale du tourisme. Les destinations du monde entier ont ainsi accueilli 1 Milliard d'arrivées internationales de moins que l'année précédente, en raison d'une baisse sans précédent de la demande et des restrictions de voyages. Cette tendance baissière a été aussi observée au niveau du secteur touristique national qui a été fortement éprouvé par la crise sanitaire.



Prévisions Sec	torielles : 20	21 : Perspecti	ves Sectorielles	bien orientées
----------------	----------------	----------------	------------------	----------------

En dépit du léger rebond de la pandémie enregistré en début d'année et les multiples restrictions engagées par les pouvoirs publics pour contenir le fléau, la campagne de vaccination menée à un rythme soutenu et d'une manière exemplaire a apporté un grand bol d'air au climat des affaires et a redonné confiance aux opérateurs économiques qui, certes avec précaution, sont en train d'aborder le virage 2021 avec détermination et un brin d'optimisme de bon nombre de secteurs d'activités.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75 Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web:www.cmconjoncture.ma